



CHRONIQUE OMM

ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE
INSTITUTION SPÉCIALISÉE DES NATIONS UNIES

N° 16
Octobre 1991

LE MONDE DU TEMPS ET DE L'EAU

Point de vue

Interview de M. Erkki Jatila
Directeur de la coopération technique
Organisation météorologique mondiale

par Mme Sylvia Moore

Pour obtenir de plus amples renseignements et des copies
de cette interview sur cassette audio, prière de s'adresser au :

Bureau de l'information et de la presse
Organisation météorologique mondiale
41, avenue Giuseppe Motta
Case postale N° 2300
CH-1211 GENEVE 2

Tél : 41 22 730 83 15

CHRONIQUE OMM

Le monde du Temps et de l'Eau

Interview de M. Erkki Jatila
Directeur de la coopération technique (OMM)

par Mme Sylvia Moore
Bureau de l'information et de la presse (OMM)

Mme Moore : C'est M. Erkki Jatila qui se trouve aujourd'hui avec moi dans ce studio d'enregistrement. Ancien Directeur général de l'Institut météorologique finlandais à Helsinki, il est maintenant Directeur du Département de la coopération technique de l'Organisation météorologique mondiale à Genève. M. Jatila, quel a été exactement votre parcours en météorologie ?

M. Jatila : J'ai commencé ma carrière à l'Institut météorologique finlandais en tant que prévisionniste pendant quelques années, puis j'ai travaillé à l'Université pendant dix ans. A la fin des années soixante-dix, j'ai eu l'occasion de travailler pour l'OMM pendant cinq ans et, dans les années quatre-vingts, j'ai pris la direction du Service météorologique à Helsinki. Je suis revenu à l'OMM voici un an.

Mme Moore : Vous vous occupez de coopération technique. Combien de projets conduisez-vous à travers le monde ?

M. Jatila : A l'heure actuelle, nous avons différents types de projets dans 133 pays.

Mme Moore : Qu'essayez-vous de réaliser à travers ces projets ?

M. Jatila : Par le truchement du Programme de coopération technique, l'OMM cherche à aider les Services météorologiques nationaux, notamment ceux des pays en développement, à atteindre leurs objectifs. En d'autres termes, nous les aidons à effectuer quotidiennement, à heures fixes, les observations météorologiques de base. Nous les aidons également à traiter les données et à les échanger avec le reste du monde. Bon nombre de nos projets sont aussi destinés à améliorer la qualité des produits que les Services météorologiques nationaux fournissent aux institutions gouvernementales de leur pays ou au public. En outre, nous sommes naturellement engagés dans des projets relatifs aux changements climatiques.

Mme Moore : Vous revenez d'un voyage qui vous a conduit dans plusieurs pays d'Asie, notamment au Bangladesh, au Népal et en Thaïlande. Quel était le but de votre visite ?

M. Jatila : Il s'agissait en premier lieu de passer en revue certains des projets en cours dans ces pays, et de discuter tant avec les fonctionnaires qu'avec les représentants du PNUD, de leurs besoins futurs.

Mme Moore : On a beaucoup parlé du Bangladesh récemment dans la presse. Qu'est-ce qui vous a le plus frappé au cours de votre visite ?

M. Jatila : Je dirais que c'est l'omniprésence de l'eau qui m'a le plus impressionnée. Par exemple, au cours de mes déplacements en voiture à travers la campagne, la plus petite dépression du terrain était à coup sûr remplie d'eau. Le niveau de l'eau des rivières atteignait pratiquement le niveau des routes qui les longeaient, en sorte que c'est vraiment la présence de l'eau qui m'a le plus frappé là-bas.

Mme Moore : Voilà qui rejoint l'opinion des spécialistes des changements climatiques selon laquelle le Bangladesh est l'un des pays qui serait le plus menacé par l'élévation du niveau de la mer conséquemment aux changements climatiques. Au mois d'avril, un cyclone s'est abattu sur le Bangladesh. En quoi les Services hydrologiques et météorologiques ont-ils contribué à en atténuer les effets ?

M. Jatila : Ils ont réellement joué un rôle essentiel. Ils ont su prévoir le déplacement du cyclone à la fin du mois d'avril. En fait, une semaine avant que le cyclone n'atteigne la côte, ils diffusèrent déjà les premiers avis faisant état de l'approche du cyclone. Et l'avis d'alerte a été diffusé deux jours avant le moment redouté.

Les autorités gouvernementales et locales ont donc heureusement eu assez de temps pour déclencher le processus d'évacuation. Malgré cela, selon la presse écrite et audiovisuelle, plus de 140 000 personnes ont hélas trouvé la mort dans cette catastrophe qui s'est également soldée par des pertes économiques considérables.

Mme Moore : Que fait l'OMM pour aider ces pays à résoudre les problèmes qui se posent en cas d'inondation ou d'urgence ?

M. Jatila : Nous avons, dans de nombreux pays à travers le monde, des projets relatifs aux catastrophes naturelles. En ce qui concerne le Bangladesh, l'un des principaux objectifs de ma mission était de vérifier la bonne marche d'un projet portant sur un système de prévision des crues qui doit être mis en place. Ce projet a permis au centre de prévision des crues de mener à bien la tâche qui lui était impartie, et notamment de diffuser, chaque jour des prévisions relatives au niveau de l'eau des principaux fleuves du Bangladesh et des avis chaque fois que le niveau était en passe d'atteindre la cote d'alerte.

Mme Moore : Est-ce qu'un fonds spécial a été créé à cet effet ?

M. Jatila : En mai dernier, après la catastrophe du cyclone au Bangladesh, le Congrès de l'OMM a créé le Fonds pour la fourniture d'une assistance en cas d'urgence. Ce fonds a pour objet d'aider les pays Membres à faire face aux besoins urgents en cas de nécessité vitale, par exemple, d'aider les Services météorologiques nationaux à reconstruire leur infrastructure s'ils sont victimes d'une catastrophe naturelle - inondation, cyclone, tremblement de terre ou autre. Si cette infrastructure a été détruite, le fonds permet d'assister le Service concerné dans sa tâche de remise en état.

Mme Moore : Je voudrais maintenant, si vous le permettez, en revenir à votre intérêt pour les questions afférentes aux changements climatiques et vous demander de passer en revue les moyens qui permettent d'adopter des énergies propres. Durant votre visite au Népal, vous avez examiné des projets relatifs à l'énergie hydraulique. La mise en oeuvre de ces projets entraîne des problèmes de quelle nature ?

M. Jatila : Le Népal, pays au relief montagneux, est très riche en énergie hydraulique; le tout est d'arriver à exploiter cette énergie de manière appropriée. A cette fin, nous espérons mettre en oeuvre des projets visant à améliorer la gestion de l'eau et à aider les autorités locales à construire des barrages, afin de créer de bons réservoirs par exemple. A cet égard, le Népal a un problème particulier qui est la sédimentation. Les fleuves charrient d'immenses quantités de matériaux solides dont le mouvement est mal connu à l'heure actuelle. Il en va de même pour les configurations de ce mouvement. Il faut donc mettre en oeuvre un projet pour estimer la charge solide.

Mme Moore : Il va sans dire que les Services météorologiques et hydrologiques ont un rôle important à jouer dans de nombreux aspects de notre vie quotidienne. Prenons l'agriculture, par exemple. Quels sont les projets qui, dans ce domaine, contribueraient à améliorer les rendements de la production alimentaire ?

M. Jatila : Dans de nombreux pays, nous conduisons des projets agrométéorologiques au moyen desquels nous nous efforçons d'aider les Services météorologiques nationaux à soutenir la production agricole par la fourniture d'informations et de prévisions météorologiques aux agriculteurs . Le projet mis en oeuvre dans les pays du CILSS qui constituent la partie occidentale subsaharienne de l'Afrique constitue, à cet égard, une réussite exemplaire.

Ces neuf pays ont créé un centre appelé Centre Agrhymet chargé de fournir des renseignements agrométéorologiques et hydrologiques. Ce projet qui a démarré au milieu des années soixante-dix, est donc opérationnel depuis plus de dix ans.

Mme Moore : Vous disposez sûrement de statistiques sur l'amélioration des rendements de cultures spécifiques couvrant cette période de dix années ?

M. Jatila : Oui. Nous avons mené notamment au Mali et au Burkina Faso ce que nous appelons des projets pilotes qui nous ont permis d'essayer d'évaluer les avantages réels que présentent les services spécialisés fournis à l'agriculture dans le cadre de ce projet. Il s'est avéré que pour les parcelles bénéficiant de services spécialisés, les rendements étaient supérieurs d'environ 25 à 30% à ceux des parcelles avoisinantes soumises à des pratiques agricoles traditionnelles.

Mme Moore : Que cultivait-on sur ces terres ?

M. Jatila : Nos expériences portaient sur la production de millet et de sorgho.

Mme Moore : La gestion de l'eau est indispensable à la vie humaine. Vous avez un projet dans le bassin du fleuve Niger qui englobe lui aussi plusieurs pays. Quelle est la part de la gestion de l'eau dans ce projet ?

M. Jatila : Huit pays baignés par le fleuve Niger ont décidé de se mettre d'accord sur la gestion de l'utilisation de l'eau. Ce projet nous permet d'organiser des mesures du niveau d'eau du fleuve. Chacun des gouvernements est ensuite informé de la situation concernant l'eau du fleuve et l'eau est utilisée en fonction de ces renseignements, et suivant des procédures communément adoptées.

Mme Moore : Venons-en maintenant à d'autres éléments, à savoir le Soleil et le vent qui constituent d'importantes sources d'énergie. Vous vous efforcez à l'heure actuelle d'étendre à ces sources d'énergie les projets exécutés dans les pays de la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC). De quelle manière ?

M. Jatila : Nous avons voulu que bon nombre de nos projets portent sur l'utilisation ou la disponibilité des énergies éolienne et solaire, non seulement dans les pays de la SADCC mais aussi dans d'autres pays. Cela signifie en clair que ces projets permettent de déterminer le potentiel de ces formes d'énergie. Les planificateurs de l'énergie à l'échelon gouvernemental sont ainsi en mesure d'évaluer dans quelle partie du pays et à quel endroit la production d'énergie solaire ou d'énergie éolienne serait économiquement possible.

Mme Moore : L'assistance technique est effective lorsqu'on est parvenu à former du personnel compétent pour faire fonctionner l'équipement très sensible que requièrent ces activités. Que faites-vous en matière de formation professionnelle ?

M. Jatila : Outre la formation des fonctionnaires qui utilisent l'équipement fourni au titre des projets, nous avons un programme spécial de formation professionnelle financé par le Programme de coopération technique et le Programme d'enseignement et de formation professionnelle. Cela signifie qu'en tout temps près d'une centaine de stagiaires acquièrent, dans diverses universités à l'étranger, une formation professionnelle de base en météorologie. Après quelques années d'études, ils reviennent dans leurs services nationaux et contribuent activement au développement de leur propre pays.

Mme Moore : Vous êtes à la tête de projets spécifiques dans certains pays ainsi que de projets qui englobent plusieurs pays. Vous conduisez par ailleurs un projet régional appelé ACMAD. Que signifie ce sigle ?

M. Jatila : ACMAD est le sigle du Centre africain pour les applications de la météorologie au développement. Il s'agit d'un projet copatronné par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et par l'OMM, qui englobe toutes les nations africaines. Ce centre, établi à Niamey, au Niger, fournira des produits météorologiques et hydrologiques spécialisés tant à un certain nombre de centres météorologiques et hydrologiques subrégionaux en Afrique qu'aux Services météorologiques et hydrologiques nationaux d'Afrique. Nous avons donc affaire à une vaste entreprise qui devrait, d'ici quelques années, contribuer à améliorer la qualité des produits météorologiques en Afrique.

Mme Moore : Dans votre travail, vous côtoyez sûrement beaucoup les fonctionnaires qui oeuvrent dans les services de coopération au développement. Quelles sont leurs préoccupations en matière de changements climatiques ?

M. Jatila : A l'heure actuelle, dans la plupart des cas, ces fonctionnaires comprennent que des changements climatiques planétaires se produiront effectivement. Ce sont les incidences régionales et locales qui les intéressent au plus haut chef.

Mme Moore : Quelle est la nature des incidences locales prévues ?

M. Jatila : Il y a et il y aura de nombreuses répercussions à l'échelle locale même si, au stade actuel, nous en savons beaucoup moins sur les changements locaux que sur les changements planétaires. Au cours de ma dernière mission en Asie, tous les fonctionnaires que j'ai rencontrés voulaient savoir de quelle façon les changements climatiques influeraient sur le système des moussons et si, par exemple, on devait s'attendre à des moussons moins importantes à l'avenir ? Si le calendrier du phénomène allait changer ? etc. Dans d'autres parties du monde, on se soucie davantage des risques de plus fortes sécheresses. Dans certains endroits, ce sont des pluies trop importantes que l'on craint, sans parler de l'élévation du niveau de la mer à laquelle vous avez déjà fait allusion.

Mme Moore : En ce moment même se tient la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. A l'autre bout de l'immeuble du Palais des Nations des groupes de travail se penchent sur les questions intimement liées du déboisement, des changements climatiques et de la diversité biologique ainsi que sur la manière dont elles peuvent influencer sur l'environnement et le développement. Il s'agit d'une question mondiale, d'une question planétaire. Comment l'entrevoyez-vous dans le contexte de votre programme ?

M. Jatila : Par le truchement de son Programme de coopération technique, l'OMM s'efforce d'aider autant que possible les gouvernements à aborder les questions relatives aux changements climatiques et à l'évolution mondiale. J'aimerais citer quelques exemples très concrets de ce que nous faisons depuis quelques années. Parlons tout d'abord du projet CLICOM. Il s'agit d'un Système d'application de l'informatique à la climatologie sur PC qui a déjà été distribué dans près d'une centaine de pays. Ce projet permet aux Services météorologiques nationaux de créer des bases de données climatologiques et de déterminer quel genre de climat le pays a connu dans le passé. Il est nécessaire de rassembler ces informations tout à fait fondamentales afin d'essayer de prévoir ce qui se passera dans l'avenir.

Le projet de sauvetage des données ayant pour objet la collecte de toutes les observations météorologiques du passé connaît également un grand succès. Bon nombre de pays en développement disposent d'observations météorologiques depuis plus de cent ans, mais, en fait, ces données ne sont pas réellement utilisées. Elles dorment dans les registres ou ailleurs. Ce projet nous permet de rassembler ces données et de les mettre sous une forme assimilable par ordinateur et utilisable tant par les autorités nationales des pays d'origine qu'à l'échelon international. Voilà donc deux exemples de projets lancés il y a quelque temps, qui sont directement liés aux changements climatiques.

Mme Moore : Qu'est-ce que le projet FEG ?

M. Jatila : FEG est le sigle du Fonds pour l'environnement global, qui a été établi conjointement par la Banque mondiale, le PNUD et le PNUE et qui est géré par ces organisations. Ce sont les gouvernements des pays Membres des Nations Unies qui ont approvisionné le fonds qui s'élève maintenant à 1,4 milliard de dollars. Les plans de l'OMM quant aux modalités de demande d'utilisation de ce fonds sont multiples.

Nous avons un projet relatif aux mesures des gaz à effet de serre dont le financement est déjà approuvé. De nouvelles stations seraient créées pour mesurer les gaz à effet de serre y compris dans les pays en développement. A l'heure actuelle, nous préparons des demandes de financement au titre du FEG pour améliorer la surveillance de l'atmosphère dans les pays en développement.

Nous espérons que cette source de financement nous permettra d'améliorer nos moyens d'observation dans bon nombre de pays en développement de manière à pouvoir réduire les incertitudes quant aux prévisions afférentes aux changements climatiques, notamment à l'échelon régional et national.

Mme Moore : Cela contribuera vraisemblablement à préserver un équilibre entre, d'une part, les objectifs de développement durable du point de vue de l'environnement et, d'autre part, ceux qui visent à améliorer le développement économique. Quelles sont d'après vous les conditions de succès d'une telle entreprise ?

M. Jatila : L'entreprise réussira dans la mesure où un nouveau mode de pensée prévaudra. La météorologie peut contribuer à réduire l'asservissement de la nature par l'homme. Prenons ne serait-ce qu'un exemple. L'utilisation des fertilisants dépend pour une large part du choix du moment propice à l'application, et, en choisissant le meilleur moment possible pour cette opération, on accroît très sensiblement le rendement qui eût été bien moindre en cas de choix malencontreux. C'est en contribuant au choix judicieux du moment le plus favorable à une opération que l'information météorologique peut s'avérer utile. Il est donc possible d'utiliser directement les projets agrométéorologiques pour évaluer le moment propice à l'utilisation des fertilisants, réduisant par là même leur utilisation, ce qui représente à son tour un avantage pour l'environnement.

Mme Moore : Comment financez-vous vos programmes ?

M. Jatila : Environ la moitié de nos projets sont financés au titre du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). D'autres sont financièrement pris en charge par diverses institutions donatrices avec lesquelles nous avons signé des accords spéciaux qui établissent à quelles fins les fonds d'affectation spéciale doivent être utilisés; d'autres encore sont financés au titre du Programme de coopération volontaire (PCV) de l'OMM qui est lui-même financé par les Membres de l'OMM. Il existe également dans le budget ordinaire de l'OMM des allocations pour les bourses d'études et le financement des activités de formation professionnelle.

Le montant total de l'assistance fournie aux pays en développement au titre du Programme de coopération technique s'élève maintenant à environ 30 millions de dollars par an. Il existe également des accords d'assistance bilatérale tant en météorologie qu'en hydrologie.

Mme Moore : Les pays deviendront-ils économiquement autonomes pour assurer leurs services ?

M. Jatila : L'objectif est toujours d'assurer telle ou telle activité bien définie du pays les deux premières années, à la suite de quoi le gouvernement national est supposé prendre à sa charge l'exploitation de l'équipement qui lui a été fourni.

Toutefois, en raison de la situation économique que connaissent certains pays, les gouvernements éprouvent depuis peu de plus en plus de difficultés à le faire. Nous nous efforçons donc de trouver les moyens d'exploiter l'équipement, pendant des périodes supérieures à ces deux années. Mais il reste entendu qu'après l'exécution d'un projet, les gouvernements prennent l'exploitation à leur charge ou poursuivent eux-mêmes les activités entreprises au cours du projet.

Cela dépend bien évidemment de la situation économique du pays et de l'importance que le gouvernement accorde aux produits fournis dans le cadre du projet. Lorsque le gouvernement apprécie à sa juste valeur le rôle que jouent la météorologie et l'hydrologie dans le développement de nombreux secteurs du pays, il assure financièrement la poursuite des projets.

Mme Moore : Merci beaucoup, Monsieur Jatila, de ce passionnant aperçu des activités que vous conduisez dans le cadre de votre programme. Vous venez d'entendre M. Jatila, Directeur du Département de la coopération technique de l'Organisation météorologique mondiale, interviewé par Sylvia Moore au studio d'enregistrement des Nations Unies à Genève.

M. Jatila : Merci beaucoup.
